

Médiation et gestion des conflits. Essais sur les fins et les moyens pacifiques de sortie de crise, Cyrille B. KONÉ (dir.), 2011, Frankfurt, Peter Lang, 344 p.

Raúl Bernal-Meza

Volume 43, Number 2, June 2012

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1011568ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1011568ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Bernal-Meza, R. (2012). Review of [*Médiation et gestion des conflits. Essais sur les fins et les moyens pacifiques de sortie de crise*, Cyrille B. KONÉ (dir.), 2011, Frankfurt, Peter Lang, 344 p.] *Études internationales*, 43(2), 304–306.
<https://doi.org/10.7202/1011568ar>

**Médiation et gestion des conflits.
Essais sur les fins et les moyens
pacifiques de sortie de crise**

*Cyrille B. KONÉ (dir.), 2011, Frankfurt,
Peter Lang, 344 p.*

Les crises politiques, quelles que soient leur origine ou leur dimension géographique et quel que soit leur point de départ, représentent d'abord la destruction du lien social. Si l'on envisage les crises politiques comme résultant de la rupture d'un pacte politique, le problème pourrait être abordé en analysant les causes par lesquelles le lien social est rompu. Les conflits violents sont des formes extrêmes de confrontation dans lesquelles des antagonismes latents se rendent manifestes et apparemment insolubles, sauf par la force – et parfois même pas par l'usage de la force. Depuis la création de l'ONU en 1945, plus d'une centaine de conflits ont éclaté dans le monde. Près de la moitié (45 %) de ces conflits ont sévi sur le continent africain. L'Afrique a connu plus de 75 conflits armés depuis 1945 et autant de coups d'État depuis 1952. Voici quelques-unes des questions en jeu qui expliquent la raison d'être de ce livre.

En deux parties, quatre chapitres et vingt et un articles, plus une introduction et une postface, vingt-trois auteurs analysent, selon différentes perspectives, les conflits et, en particulier, la situation en Afrique. Le livre est le produit des contributions théoriques et des études de cas concrets présentées à l'occasion des travaux d'un colloque international qui s'est tenu pendant l'année 2006 à l'Université de Ouagadougou (capitale du Burkina Faso), sur le thème « Fins et moyens pacifiques de sortie de crise ».

Bien que le livre traite des cas d'Afrique, il comporte des points en

commun avec d'autres régions du tiers-monde qui ont eu des expériences similaires et doivent faire face aux mêmes défis dans la construction de leur avenir. Les conflits et les crises sont une menace directe à la survie même des sociétés africaines, de sorte qu'il est essentiel d'en mesurer les causes. Toutefois, pour D. Samb – l'un des auteurs –, sur le plan purement historique on peut retenir que le principal facteur à l'origine des conflits contemporains en Afrique reste indéniablement le colonialisme. Dans l'étiologie des conflits, cet auteur, citant I.W. Zartman, signale qu'on peut distinguer six grandes causes de conflits en Afrique : les luttes pour le pouvoir consécutives à la décolonisation ; les problèmes liés à la consolidation de l'État-nation après l'indépendance ; les conflits entre mouvements de libération nationale rivaux ; les litiges frontaliers nés de l'identification d'un territoire mal défini ; les rivalités structurelles ou traditionnelles et, enfin, l'emballement des moyens et l'introduction d'armes étrangères.

Alors, même si ces différentes causes peuvent être trouvées partout, séparément ou en combinaison de plusieurs d'entre elles, comment peut-on aborder leur analyse pour trouver un chemin de solution ? Il faut certainement avoir à l'esprit la nature et l'évolution des différents types de conflits pour prévenir les crises et les résoudre convenablement. Par résolution, des conflits ou des crises, il faut comprendre exclusivement, au sens du droit international, leur règlement, c'est-à-dire le fait de chercher à mettre fin à une situation litigieuse ou qui peut le devenir. Néanmoins, en Afrique comme ailleurs pour une large partie du monde en développement, les conflits et les crises sont une menace directe à la survie même des

sociétés, et ils ont un coût économique considérable que, dans le cas de l'Afrique subsaharienne, la Banque mondiale a estimé à 2,3 milliards de dollars par an.

D'après les auteurs, les conflits en Afrique occidentale revêtent essentiellement deux formes : les conflits entre États ou conflits de souveraineté et ceux de nature interne. Selon E.-M. Mbona, presque toutes les crises politiques dans les sociétés multiethniques d'Afrique trouvent leurs racines dans l'appartenance ethnique.

Bien que tous les pays du monde aient connu dans leur histoire des périodes de conflits intérieurs graves, les cas africains montrent comment, aujourd'hui, on assiste parfois à de véritables crimes contre l'humanité. Le continent à explorer quand on veut traiter de la démocratie en postcolonie est immense. La question fondamentale et générique est celle de la possibilité d'une démocratie dans des États sans souveraineté et sans citoyens, avec des pouvoirs qui sont toujours hors des frontières à la fois géographiques et mentales. Absence de souveraineté : car pas mal de pays africains sont sous surveillance permanente en raison des intérêts qu'ils représentent ; citoyenneté introuvable : car s'il n'y a pas de souveraineté il n'y a pas ni citoyenneté, ni droits ni richesse ; faillite des élites et crise de la représentation : « [...] parce que ce sont ces élites auto-proclamées, puisque personne ne les a élues pour signer les contrats et engager leur pays dans les impasses, qui doivent peut-être être rééduquées [...] » (p. 99). Alors, comment rendre la démocratie pérenne dans un contexte de pauvreté absolue ? Comment faire la transition vers des sociétés démocratiques ? B. Cassin, analysant le cas de l'Afrique du Sud,

signale que trois conditions apparaissent nécessaires pour passer de la guerre à la réconciliation : une politique de la mémoire, une politique de la justice et une politique de la parole.

Le début du 21^e siècle est particulièrement marqué dans les sociétés d'Afrique centrale par deux événements contradictoires : la dissémination de la violence guerrière à dimension nationale, régionale, voire internationale, et la généralisation des expériences démocratiques depuis 1990. Les zones de conflits armés sont généralement riches en ressources minières que les protagonistes cherchent à contrôler. Selon la Banque mondiale, d'après A. Niang, il y a 50 % de risque qu'un processus de paix échoue en Afrique, et la probabilité de l'échec est encore plus grande lorsque les ressources naturelles sont au centre du conflit. Sur le plan international, d'abord, la fin de la guerre froide et l'expansion de la mondialisation augmentent l'influence économique et politique de la Chine, des États-Unis et aussi du Brésil, longtemps indifférents à l'Afrique.

Cela peut paraître paradoxal, mais plusieurs méthodes de régulation des différends ont été mises en place au sud du Sahara. Il s'agit des méthodes traditionnelles ou modernes de rétablissement de la paix et, alors que l'Afrique est la région où il y a le plus grand nombre de conflits dans le monde, le nombre d'instruments mis en œuvre pour prévenir, gérer et régler des conflits, pour maintenir la paix et la sécurité est remarquable. Ce sont des réponses qui préservent les aspects ancestraux, originaux de certaines cultures anciennes ; comme d'autres réponses sont mieux enracinées dans la tradition idéaliste de pardon ou de réconciliation que dans la

vérité, la justice, la constitution et la loi, ou encore la philosophie et la science politique. Le livre souligne ainsi l'importance des aspects culturels, ethniques et sociaux des communautés de l'Afrique subsaharienne. Le nombre de conflits armés depuis 1945 et autant de coups d'État conduisent à s'interroger, d'une part, sur la capacité des mécanismes de prévention et de résolution des conflits à garantir la paix et, d'autre part, sur les voies alternatives et novatrices de sortie de crise (p. 287-288). L'espoir est que l'Afrique puisse résoudre ses propres conflits et les problèmes de sécurité en vue de maintenir la paix et le développement. En ce sens, le livre fournit une meilleure compréhension des drames que vit aujourd'hui ce continent.

Raúl BERNAL-MEZA
Universidad Nacional del Centro
de la Provincia de Buenos Aires
Argentina

RÉGIONS – AMÉRIQUE

« A Safe and Secure Canada ». Politique et enjeux sécuritaires au Canada depuis le 11 septembre 2001

Éric TABUTEAU et Sandrine TOLAZZI,
(dir.), 2011, Bruxelles, P.I.E. Peter
Lang, coll. *Canadian Studies/Études
canadiennes*, n° 22, 187 p.

Les grands tournants dans les relations entre deux États sont rarement causés par un événement externe ; le plus souvent, ils sont le résultat d'une évolution peu perceptible ou déjà en cours. Or, récemment un événement a contredit cette affirmation : les relations entre le Canada et les États-Unis ont été directement influencées par ce qui s'est passé le 11 septembre 2001 à New York et à Washington. Ces événements ont traumatisé les Américains, et c'est la perception qu'ils ont de leur propre

vulnérabilité qui a obligé le gouvernement du Canada à revoir sans cesse l'état de ses relations bilatérales avec son géant voisin. Une décennie plus tard, des chercheurs canadiens et français ont décidé de s'interroger sur les changements qui ont eu lieu, mais aussi de se demander dans quelle mesure ces relations assurent la sécurité du Canada compte tenu de la signification en matière de sécurité étatique et individuelle des attentats aux États-Unis. Ces interrogations doivent, de plus, tenir compte d'une série d'asymétries qui, plus qu'auparavant, pèsent sur la recherche de solutions au phénomène du terrorisme qui n'applique aucune discrimination quant à ses cibles.

Cet ouvrage bilingue de neuf essais ne prétend pas répondre à toutes les questions et parcourt une gamme de sujets liés au terrorisme et aux relations canado-américaines. Éric Tabuteau et Sandrine Tolazzi signalent dans l'introduction un paradoxe qui ressort du défi du terrorisme et qui va encore faire couler beaucoup d'encre : le fait que la question de sécurité, envisagée dans la liberté, engendre, par le renforcement des dispositifs de sécurité, des menaces à cette même liberté. C'est sur ce second aspect que se penchent la plupart des auteurs.

Les Canadiens ont vite constaté que la sécurité à l'heure du terrorisme n'est pas une question nationale, mais plutôt une question continentale, dont la solution a été dictée, voire imposée, après le 11 septembre par les décisions américaines d'assurer leur sécurité nationale. Celle-ci est définie désormais comme *homeland security*, concept que d'aucuns perçoivent comme ayant créé une « forteresse Amérique » au sud de notre frontière. C'est de là que s'est opéré un tournant brusque dans les relations,